

10.12.90

243.3

C33.1

## Uruguay-Round

### Le non-aboutissement de Bruxelles est-il de bon ou de mauvais augure pour l'agriculture suisse ?

---

Quelques paysans de chez nous se réjouissent de l'interruption des négociations de Bruxelles. Avant de chanter victoire, une analyse complète et réaliste de l'enjeu global s'impose, dans l'intérêt de notre économie nationale.

Tout d'abord, les négociations ne sont que suspendues, et reprendront en janvier 1991 dans la ferme intention d'aboutir. Il serait regrettable que tous les travaux accomplis depuis plus de 4 ans, les arrangements déjà trouvés dans de nombreux volets demeurent lettre morte. Ceci parce que tous s'accordent à dire: "Tout ou rien."

Un échec déclencherait une guerre commerciale entre les blocs régionaux, touchant aussi l'agriculture, et serait surtout préjudiciable aux petits pays.

Ayant participé à tous les "salons verts" agricoles, j'en ai retenu l'impression d'un affrontement non seulement Nord-Sud, mais aussi entre deux formes de civilisation, entre deux conceptions de l'agriculture: Celle des "vieux" pays européens, marquée par la tradition, le respect des gens et des choses, en opposition à celle des pays "neufs", où domine la volonté - et le besoin - d'exporter davantage, souvent au mépris de l'environnement, voire même des hommes, aux fins d'accélérer leur développement. Les USA pensent avant tout aux économies budgétaires et à l'équilibre de leur balance des paiements.

Tant le groupe de Cairns que les USA ont placé la barre nettement trop haut pour être acceptable par les pays européens, le Japon et la Corée. La Communauté européenne défend avec acharnement la politique agricole commune, la préférence communautaire et sa place sur les marchés d'exportation. Elle accepte cependant de diminuer ses mesures de soutien interne à la produc-



tion. Les pays de l'AELE sont en retrait, Suède mise à part, mais insistent pour que les règles et la protection de l'environnement soit prises en considération.

Il est vraisemblable qu'un compromis - donc une base d'accord - sera finalement trouvé à Genève. On peut craindre dans ce contexte que l'offre suisse soit soumise à de fortes pressions avant la conclusion du Round. Nous allons donc reprendre immédiatement les consultations internes avec les représentants des organisations agricoles de faîte pour examiner la nouvelle situation.

Jusqu'ici, l'agriculture suisse n'a jamais été confrontée aussi directement aux défis du monde moderne. L'internalisation croissante des activités et des marchés nous impose une révision de nos conceptions de la politique agricole. Qu'on se rassure ! Je ne pense pas au développement d'un "agrobusiness" à l'américaine ni à un Ballenberg géant. Nous devons avant tout soutenir une agriculture à l'échelle de l'homme, multifonctionnelle, basée essentiellement sur des exploitations paysannes familiales dynamiques et performantes. Nous avons besoin d'une agriculture diversifiée qui respecte le milieu naturel, mais qui sache aussi s'adapter à l'ouverture progressive et mesurée des marchés.

L'agriculture suisse ne peut pas mourir. Elle doit par contre s'ouvrir au vent roboratif d'une compétitivité accrue, qui la renforcera. Les progrès constants de la bio-technologie - ils ne peuvent rester réservés à nos concurrents de l'étranger - et l'étranglement de nos marchés font que les paysans seront moins nombreux pour remplir avec efficacité les multiples tâches qui leur sont dévolues. Les ajustements nécessaires des structures devront être soutenus et encouragés par les pouvoirs publics. Crédits d'investissement et aide aux constructions rurales joueront un rôle toujours plus important, qu'il conviendra de mieux cibler au profit des entreprises dont la potentialité économique à long terme est reconnue.

Il est évident que si l'on introduit plus de marché, il faut responsabiliser davantage les chefs d'entreprises et les organisations professionnelles, donc leur donner plus de liberté d'action. Une dérégulation du carcan administratif actuel est donc nécessaire, qu'il faut mettre en chantier tout de suite. Cette dérégulation sous-entend un certain nombre de mesures

de flanquement, que nous tenons à préparer avec le concours des milieux intéressés, afin de les soumettre dans les meilleurs délais au pouvoir politique.

"La Suisse a besoin de son agriculture et ne l'abandonnera pas," a dit en substance le Conseiller fédéral Delamuraz à Bruxelles. Je ne saurais mieux conclure aujourd'hui.

J.C. Piot,  
directeur OFAG

Berne, le 10 décembre 1990